

Un autre problème qui me frappe maintenant que j'envisage la situation sous un autre jour, et on se rappelle que je n'étais pas membre de la Commission même mais de son personnel, c'est qu'on espérait trop peut-être que ce rapport provoque des réactions immédiates et pousse les gens à agir. Pour cette raison, on a eu probablement trop tendance à en faire un document réellement incisif renfermant des propositions hautement spécifiques.

Il me semble maintenant qu'il aurait peut-être mieux valu, à propos de la concentration, exprimer une doctrine assez énergique, comme le voulait la majorité, sur l'importance de freiner la concentration et sur la façon de le faire, mais sans aller jusqu'à spécifier à ce point des modalités de solution. Une doctrine générale ou un programme général ne signifie pas une attitude terne ni équivoque.

La Commission a en outre recommandé certaines dispositions, par exemple, des préavis de fusion, des ordonnances provisoires de cessation ou de désistement de la part des organismes de réglementation, et d'autres encore. On aurait peut-être mieux fait de dire qu'il semblait souhaitable d'accroître les pouvoirs de ces organismes pour leur permettre de jouer effectivement leur rôle. La Commission aurait pu signaler que ces moyens lui semblaient prometteurs, mais elle n'avait pas besoin de préciser que c'était une excellente chose pour la Commission fédérale du commerce que d'édicter des ordonnances provisoires de cessation ou de désistement. Une telle commission exerce une influence considérable à la longue sur l'évolution des idées dans ce secteur. Dans la plupart des cas ce n'est pas un prélude à la législation écrite. D'où il suit que s'il s'agit d'une entreprise à longue échéance où ce sont les doctrines et les programmes qui comptent pour l'orientation future, on peut se contenter d'un cadre plus général sans qu'il soit besoin d'en arrêter les détails avec tellement de précision.

Cette formule, de par la nature même des choses, aurait pu faire l'accord parmi les membres de la commission s'ils avaient eu le temps d'en discuter. Il est également vrai, je pense, qu'il ne peut manquer d'y avoir de profondes divergences d'opinions au sein de tout groupe d'hommes capables et énergiques. Dès qu'on dit quelque chose, il se trouve quelqu'un pour différer d'avis. En ce qui concerne notre Commission, il est inéluctable que certains membres soient dissidents sur tel ou tel point. Il en serait peut-être autrement, si l'on avait eu plus de temps. Au point où en sont les choses, c'est aussi tranché qu'entre noir et blanc. Neuf de nos membres ont voté pour le rapport et six ont voté contre. Toutefois, la différence n'est pas si grande. Ces chiffres ne représentent pas bien la situation. Il aurait été utile que la Commission ait plus de temps et qu'elle envisage son rapport comme un programme d'orientation à long terme plutôt que comme un document d'application immédiate.

M. McCUTCHEON: Merci de votre réponse et je prie le Comité de m'excuser d'avoir pris plus que mon temps de parole.

M. SALTSMAN: Je pense qu'il y a lieu de féliciter M. McCutcheon d'avoir obtenu un si précieux exposé du travail de la Commission.

Le coprésident M. BASFORD: La réponse valait aussi la peine. Toutefois, la liste de ceux qui veulent parler est encore longue et il est cinq heures moins cinq minutes. J'ai inscrit ici M. Whelan, mon coprésident et d'autres. Je vous invite à y aller le plus rapidement possible. D'abord, le sénateur Carter.

Le sénateur CARTER: J'ai une question complémentaire à celle de M. McCutcheon. Voulez-vous nous dire pourquoi vous ne favorisez pas la création d'un ministère des Affaires du consommateur, que recommande la Commission?

M. BRANDOW (*professeur*): Vous voulez savoir pourquoi je ne favorise pas la création d'un ministère des Affaires du consommateur dans notre gouvernement des États-Unis? C'est contraire à l'idée de ce que doit être, selon moi, le rôle d'un service exécutif. Pour moi, le ministère de l'Agriculture a compétence pour s'occuper des affaires publiques concernant l'alimentation, l'agriculture et